

# Conférence et salon professionnel sur les collectivités viables 2008 L'innovation à l'œuvre

14 AU 16 FÉVRIER 2008, OTTAWA, CANADA

## Inciter les gens à l'action durable



Comment léguer à nos enfants un monde où non seulement ils veulent vivre, mais où ils peuvent vivre?

Dans son discours liminaire de vendredi matin, l'urbaniste Larry Beasley explique que la clé de la viabilité, c'est d'orienter les efforts au niveau de

l'administration municipale. En collaborant avec des experts et en prenant le temps de cerner les enjeux, « nous savons désormais ce sur quoi repose la viabilité, ajoute M. Beasley. C'est une affaire de structure et d'infrastructure urbaines. »

Selon M. Beasley, la collaboration entre la science et la politique mènera au changement et, pour y arriver, il faut engager les gens dans le processus, à la fois comme citoyens et consommateurs. Inciter les gens à l'action durable, dit-il, c'est les inciter à accepter un autre mode de vie.

La mobilisation communautaire doit se faire à des conditions acceptables pour les citoyens, principalement si des changements suscitent la controverse, telle la densité accrue des quartiers. Les gens n'admettent pas toujours que ce qui est bon pour la planète l'est aussi pour eux, surtout si cela se passe juste à côté. Le dialogue avec le public doit être vraiment intéressant, et à un niveau personnel. À Vancouver, les gens s'ajustent au programme de la viabilité à cause de la qualité du dialogue qui a cours.

*Suite à la page 2*

## Stéphane Dion dévoile un « contrat avec les Canadiens »

Un gouvernement libéral consacrerait les trois premiers milliards de dollars de tout surplus budgétaire fédéral à la réduction de la dette, a annoncé le chef de l'Opposition, Stéphane Dion, lors de son allocution, vendredi matin.

« Ce n'est rien de moins qu'un contrat entre un gouvernement libéral et les Canadiens d'aujourd'hui et de demain », a-t-il déclaré. « Nous refusons de condamner nos enfants à vivre dans un Canada où l'eau est polluée, où les transports en commun sont insuffisants et où les ponts s'effondrent. Notre engagement de nous s'attaquer aux

carences des infrastructures du Canada est si profond que nous allons

créer par voie législative un mécanisme permettant d'établir ce contrat. »

C'est le précédent gouvernement libéral qui a fait le ménage dans les comptes publics, et « nous ne laisserons jamais le Canada revivre une telle expérience », a affirmé M. Dion aux participants. « L'équilibre budgétaire et la réduction de la dette tiennent à cœur aux libéraux » et leur engagement ferme à cet égard n'a d'égal que leur intérêt à œuvrer de concert avec les villes et les collectivités pour venir à bout du déficit en matière d'infrastructures.

M. Dion a ajouté que tout budget d'un gouvernement libéral comporterait un fonds d'urgence de 3 milliards de dollars afin de pouvoir faire face aux inondations, aux épidémies et aux autres crises imprévues. À la fin de l'année, toute somme non dépensée dans ce fonds serait consacrée à la réduction de la dette, et tout surplus



fédéral supplémentaire serait investi dans les travaux routiers, les égouts, les transports en commun, la gestion des déchets et autres infrastructures.

*Suite à la page 4*





## Message du jour de Brock Carlton, chef de la direction de la FCM

« Au début de la conférence, j'ai remarqué que la recherche du mot *sustainability* (durabilité) produisait 27,5 millions de liens. C'est un signe de l'attention qu'on porte à cette question, mais aussi de la dilution du concept qui en est venu à signifier tant de choses qu'il perd pratiquement tout son sens. Comme le soulignait Bob Willard ce matin, si on veut rendre l'idée suffisamment pertinente et compréhensible pour inspirer des gestes concrets, il nous faut trouver un langage simple, qui touche les nombreux auditoires pour lesquels les concepts de durabilité sont pertinents. Si nous

souhaitons influencer sur les politiques gouvernementales, alors il faut que les décideurs comprennent ce langage. Si nous voulons avoir une influence sur le secteur privé, ses représentants doivent constater que le discours reflète leur langage et leurs préoccupations. Ce que nous avons appris pendant cette conférence nous aide tous à atteindre nos objectifs précis. Le fait d'apprendre à nous libérer des ambiguïtés du mot « durabilité » et de trouver des mots plus directs contribuera à libérer la créativité de l'intérêt personnel qui poussera nombre d'autres personnes à passer à l'action. »

## Renforcement de la capacité de gestion des matières résiduelles — une séance interactive

Augmenter la quantité de déchets valorisés pourrait éventuellement doubler la réduction des émissions de gaz à effet de serre. C'est ce qu'ont dit les intervenants à la séance de vendredi sur le renforcement de la capacité de gestion des matières résiduelles, qui ont discuté de stratégies visant à faire augmenter le réacheminement des déchets.

Chaque année, les Canadiens jettent de un à deux milliards de dollars en matériaux potentiellement recyclables. Près de la moitié des déchets solides des municipalités sont recyclables — il s'agit surtout de papier — et un autre 28 % est composé de nourriture compostable et de déchets de jardin. Michael Cant, associé principal chez Golder Associates, explique que si le réacheminement des déchets passait de 36 % à 54 %, on pourrait doubler la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

M. Cant s'est aussi penché sur les tendances actuelles en matière de

production de déchets. Il a parlé des options qui s'offrent pour la gestion de ces déchets, dont les digesteurs anaérobie et les systèmes de compostage réactifs et non réactifs. Au Canada, la quantité de déchets acheminés vers le compostage ou le recyclage augmente, mais cette augmentation n'a été que de 24 % en 2004.

M<sup>me</sup> Pat Parker, gestionnaire de la planification des déchets solides à Hamilton, en Ontario, dit que la communication en face-à-face a été déterminante pour amener les résidents de l'endroit à participer à un programme de compostage avec poubelles vertes. Décrivant les grandes lignes de ce programme de collecte des matières organiques au bord de la rue, M<sup>me</sup> Parker explique que, pour faire tomber les barrières possibles, ils ont eu recours à des annonces humoristiques dont le message était « Ça n'a pas à être si difficile ». « Nous en avons étonné certains parce que nous sommes sortis des sentiers battus », ajoute-t-elle. Mais ils ont également trouvé de nouvelles manières efficaces de communiquer avec les 504 000 habitants de la

## Inciter les gens à l'action durable

*Suite de la page 1*

Comme premier pas pour rendre la ville plus viable, l'hôtel de ville de Vancouver a dû être réinventé. Au lieu d'un grand service tout neuf, Vancouver a doté l'administration municipale d'un bureau minuscule « sa conscience de la viabilité », que président les directeurs de divers services. « Grâce à ces mesures d'intégration, les économies d'efficacité sont en hausse, le moral est meilleur et la viabilité s'enracine », d'après M. Beasley. La communication doit aussi demeurer constante si l'on veut maintenir la participation des politiciens et de leur personnel.

L'administration municipale doit également agir comme facilitateur entre promoteurs et citoyens si l'on veut parvenir à des solutions équitables. « Je parle de rapports honorables entre des égaux honorables qui ont tous un travail à faire. Je parle de travailler ensemble plutôt qu'à contre-courant. »

Une ville viable représentera un défi pour certains citoyens, car cela les obligera à abandonner certaines choses qu'ils considèrent comme allant de soi. Cependant, de conclure M. Beasley, « on a la ville qu'on décide d'avoir ».

municipalité, une population urbaine, rurale et de banlieue.

Pour le programme de poubelles vertes, son service a conçu un livre d'histoires qui est aussi un manuel d'utilisation s'inspirant du D<sup>r</sup> Seuss. Débutant par un poème amusant, ce manuel fournit de l'information suffisamment simple pour être comprise par les enfants, mais engageante pour les adultes.



# L'innovation à l'œuvre



## Les entreprises poursuivent leur élan vers la développement durable

Au cours des prochaines années, le monde des affaires atteindra un seuil critique en ce qui concerne son adhésion à la développement durable, prévoit l'auteur Bob Willard, et les municipalités peuvent aider les entreprises à y parvenir.

Vendredi, pendant la session intitulée « Parlons de la rentabilité du développement durable », M. Willard a déclaré que les entreprises franchissaient diverses étapes sur le chemin de la durabilité. De la pré-observation, elles passent à l'observation des mesures de réglementation puis vont au-delà (en adoptant des mesures éco-efficaces et en améliorant leurs relations publiques). L'étape suivante consiste à élaborer une stratégie de durabilité parfaitement intégrée. Le seuil critique sera atteint lorsque 20 % des entreprises en seront rendues à cette étape.

« Les mesures se prennent au niveau municipal », dit M. Willard. En tant que chefs de file dans le domaine de la durabilité, les municipalités sont en mesure d'influencer les entreprises en parlant leur langue. Elles peuvent utiliser des termes comme « durabilité » et « croissance intelligente », mais les dirigeants d'entreprises réfléchissent en termes de gestion des actifs et du capital — financier, naturel, humain et social. Une autre stratégie visant à influencer le monde des affaires consiste à persuader des intervenants — en particulier des jeunes, qui sont susceptibles d'avoir une forte influence sur leurs parents.

Même si la plupart des entreprises n'ont pas encore adopté de stratégies intégrées, le milieu des affaires se transforme.

L'image de marque et la réputation prennent de plus en plus d'importance; par ailleurs, les clients et les

investisseurs réclament des pratiques commerciales plus durables. En 2006, le nombre de consommateurs optant pour des entreprises écologiques a grimpé de 10 % à 20 %. « Il s'agit d'une masse critique et d'un signal d'alerte », a affirmé M. Willard. Ce groupe d'intervenants exerce une pression croissante sur les entreprises.

Pour les entreprises, tous les risques — réglementaires, juridiques et matériels — associés au changement climatique sont importants, mais les risques concernant leur réputation et la nécessité de conserver la confiance des investisseurs le sont encore davantage. Afin de compenser ces risques et de se préparer à la réglementation gouvernementale sur les émissions de carbone, les entreprises apportent leurs propres changements. Des entreprises canadiennes et américaines dévoilent les données sur leurs émissions de CO<sub>2</sub>; elles fixent des plafonds volontaires d'émissions de carbone et mettent sur pied des systèmes d'échanges.

Le changement survient pour éviter les risques, mais également pour saisir les occasions. Une stratégie intégrée en matière de développement durable peut aider les petites et moyennes entreprises à augmenter leurs profits d'au moins 66 %, a déclaré M. Willard. Au niveau planétaire, le rapport Stern sur l'économie du changement climatique prévoit des bénéfices de 2,5 billions de dollars si le monde agit maintenant pour atténuer le changement climatique — ou une dépression mondiale s'il ne le fait pas.



## ENTRE DEUX SÉANCES

*Quoi faire ensuite ?*

Nous devons faire bon usage de ce que nous avons appris. Les divers angles sous lesquels nous avons discuté du développement durable ont été à la fois inspirants et stimulants. J'ai appris un tas d'excellentes idées que je rapporterai à mes collègues et à ma ville.

Danielle Lussier, Montréal, Québec

La conférence a été géniale. J'ai pu apprendre de quelle façon les autres définissaient leur avenir. Maintenant, je suis prête à entendre comment ils comptent passer à l'action.

Kim Graham, Saint-Jean, Nouveau-Brunswick

Nous allons nous atteler à une foule d'idées dont nous avons parlé. Par exemple, il est temps de faire le nécessaire pour rendre nos immeubles plus efficaces sur le plan énergétique. Cette conférence m'a montré que d'autres municipalités l'ont fait et nous en sommes capables, nous aussi.

Zoe Morrison, Whitehorse, Yukon

Notre collectivité est en train de rendre ses activités plus écologiques. Le réseautage et les discussions auxquels nous avons pris part engendreront des mesures concrètes sur le terrain.

Denny Richard, Bouctouche, Nouveau-Brunswick

Pour nous, il s'agit de mettre en œuvre notre plan en matière de durabilité. Nous voulons en faire un document vivant et mettre en valeur le potentiel de notre collectivité.

Nina Gales, Olds, Alberta

# L'innovation à l'œuvre



## Rendre les villes plus « marchables »



*Des délégués se promènent au centre-ville d'Ottawa avec des experts en « marchabilité », en deuxième partie de la séance sur la « marchabilité » en hiver.*

La meilleure façon d'accroître les déplacements à pied est de créer une culture de la marche aux niveaux public et municipal, selon les conférenciers en première partie de la séance sur la « marchabilité » de nos quartiers et de nos rues l'hiver, tenue vendredi.

Jacky Kennedy, du groupe Green Communities Canada, demande aux participants si leurs municipalités ont compris les bienfaits de la marche. Dans la négative, la « marchabilité » des collectivités pourrait demeurer utopique. Son groupe aide les collectivités à susciter cette culture par des « séances itinérantes sur la « marchabilité » », où divers intervenants peuvent discuter de cette question.

La Ville du Grand Sudbury a participé à l'une de ces séances sur la « marchabilité » en 2007. Selon son représentant, Paul Baskomb, ce processus a permis de mettre en valeur le modèle Ville-Santé. Des membres de la collectivité ont également pu y cerner les principaux problèmes liés à la marche en hiver, tels que le déneigement, les arrêts d'autobus et la mobilité limitée d'une collectivité vieillissante.

David Maclsaac affirme que le rôle de Transports Canada est de partager l'information, et que le Ministère veut que les municipalités connaissent les pratiques exemplaires en matière de « marchabilité » au Canada. Pour Transports Canada, la « marchabilité » est un volet minime mais grandissant de son mandat, car il la considère comme l'une des assises d'un système durable de transport.

Jody Rosenblatt Naderi, de la Texas A&M University, ajoute que les marcheurs sont les mieux placés pour dire aux municipalités ce dont ils ont besoin et ce qu'ils veulent avoir. Elle décrit les aménagements pratiques particuliers qui rendent les villes « marchables » et propose des principes non traditionnels de planification du transport, tel le contact avec la nature en prévoyant des bancs et des arbres, par exemple, et en créant des zones de marche destinées tant aux habitants du quartier qu'aux piétons de passage. « La création d'un réseau de bons espaces municipaux donne une municipalité plus

« marchable », affirme-t-elle aux participants. »



## ENTRE DEUX SÉANCES

Il y a deux ans, nous nous demandions encore si le changement climatique était bien une réalité. Maintenant, nous le savons et nous devons relever nos manches pour y faire face.

Shellenn Lakusta, Alberta Urban Municipalities Association

Le prochain défi de taille sera de faire face aux enjeux entourant l'approvisionnement alimentaire, comme le compostage, l'utilisation des sacs de plastique et la gestion des déchets. Les consommateurs continueront de faire pression, tant sur les entreprises que sur les municipalités, pour qu'elles adoptent des mesures en ce sens.

Pierre Lussier, directeur, Jour de la Terre, Québec

Notre municipalité en étant aux premières étapes de ce processus et faisant encore face à de nombreux défis, je venais ici pour recueillir des faits. Les mesures et exemples concrets que j'ai pu glaner m'ont impressionné par leur diversité. La théorie, c'est une chose, mais les gestes concrets sont plus convaincants.

Alain Beaulieu, Dorval, Québec

## Stéphane Dion dévoile un « contrat avec les Canadiens »

*Suite de la page 1*

« L'investissement dans les infrastructures constitue un enjeu national, et on devrait le considérer comme un investissement national visant à maintenir la compétitivité du Canada, a-t-il dit. Nous devons travailler avec vous dans le respect intégral des compétences et des responsabilités provinciales afin de résoudre ce problème de front. »